



Le site d'information des professionnels de l'éducation

"A quoi sert l'école ?" Les principaux arguments échangés par A. Coffinier et P. Meirieu

Paru dans [Scolaire](#) le dimanche 17 février 2019.

ToutEduC a organisé (avec le soutien de Paris Sciences et Lettres), mercredi 13 février, un débat entre Anne Coffinier et Philippe Meirieu, figures emblématiques pour l'une du mouvement des écoles "indépendantes", pour le second des "pédagogues". La vidéo de la première partie de leur débat, qualifié de "serein et constructif", est en accès libre sur le site ([ici](#)). La vidéo de la seconde partie le sera très rapidement.

Voici une présentation rapide des principaux arguments échangés avant les interventions de la salle.

Philippe Meirieu, citant Marcel Gauchet, estime que nous sommes sortis d'une "société holistique" où les individus n'étaient pas maîtres de leur destin, et que nous assistons au triomphe de l'individu qui revendique d'être "libre de ses choix" et "capable d'organiser sa propre vie". Dès lors, il faut permettre à nos sociétés de construire "de manière collective et démocratique" l'intérêt collectif, "voire le bien commun". Il faut donc à la fois permettre à l'individu d'oser penser par lui-même et "garantir de l'avenir au commun". L'Ecole doit de plus résister aux dérives de la société, en prendre le contre pied et "jouer un rôle thermostatique".

Anne Coffinier constate qu'il y a "beaucoup de points communs" entre sa démarche et celle de P. Meirieu. On ne peut pas faire école sans "une approche politique", "une certaine forme d'anthropologie, voire de téléologie". Il n'y a "pas d'école neutre". Et si l'école est émancipatrice, de quoi l'est-elle ? Il s'agit de "s'extirper du vide", "de l'ère du soupçon". Il faut certes "s'occuper du bien commun, du vivre ensemble, construire du commun" mais sans être pour autant "obsédé" par l'idée d'une école "creuset de la nation" alors que "nous sommes tous profondément différents". Une même école peut-elle d'ailleurs être efficace avec des horizons familiaux aussi différents ? Anne Coffinier revendique une approche "plus humble" et se veut "réaliste". Pour "faire éclore tous les talents", il faut "des écoles variées". La société a besoin de ces différences, de talents disruptifs, de profils créatifs. Elle défend "un pluralisme contractualiste". A défaut de se mettre d'accord sur les finalités, "essayons au moins de bâtir de petites républiques ouvertes".

Philippe Meirieu rappelle que ses premiers travaux ont porté sur la pédagogie différenciée. Il ajoute qu'une école qui forme "au respect de l'autre", pour reprendre la formule chère au ministre de l'Education nationale doit d'abord permettre "de rencontrer l'autre".

Le pédagogue évoque de plus "le curriculum caché" de l'école qui valorise davantage la débrouillardise que la véritable intelligence. "Le bon élève est celui qui sait s'ennuyer poliment." Il importe d'en débusquer les contre-valeurs, l'Ecole annonce "liberté, égalité, fraternité", mais ce

qu'elle fait, par exemple quand elle limite les enseignements généraux dans l'enseignement professionnel, va à l'encontre de ce qu'elle dit.

Anne Coffinier doute qu'une institution centralisée comme l'école publique soit capable de reconnaître l'hétérogénéité des besoins, d'autant qu'elle est "minée par la sectorisation" et la concurrence de l'école privée sous contrat. Elle ajoute que l'école comme "creuset national" ne fonctionne pas, ce dont témoignent d'ailleurs les terroristes qui en ont été les élèves.

Elle conteste que les écoles hors contrat participent à "la balkanisation" du pays, et favorisent "l'entre soi". Elle en veut pour preuve la diversité de ces 1 401 établissements, qui sont majoritairement a-confessionnels. Parmi les établissements créés l'an dernier, seuls 8 % sont catholiques, 2 % juifs, 2 % musulmans, 1 % protestant.

Philippe Meirieu reprend la parole pour préciser qu'il "milite pour l'école commune", l'école publique étant "un outil" pour sa réalisation. Il ne défend pas le statu quo de l'école publique, qui est souvent une école de la ségrégation. Il évoque d'ailleurs une école Jeanne d'Arc à Décines davantage ouverte que le lycée du Parc à Lyon.

Mais il s'oppose à des écoles qui sont, de fait, "contrôlées par les familles". Pour lui, "l'éducation, c'est la rupture avec la famille", non pas une rupture violente, mais la découverte "qu'il y a d'autres familles". C'est là, pour lui, la "vraie ligne de clivage" entre eux.

Pour Anne Coffinier à l'inverse, "il est temps de s'extirper" d'une école régie sur des principes idéologiques. Et elle conteste que les écoles indépendantes soient "des écoles domestiques", même si elle reconnaît que "ça peut être un danger". Ces écoles "introduisent l'enfant à la vie de la Cité" et constituent "un corps intermédiaire", elles permettent à un "petit citoyen" de se constituer dans "une mini cité". Elle rappelle pour la dénoncer la formule de Vincent Peillon qui voulait "arracher les enfants aux déterminismes familiaux". Elle défend au contraire une approche qui correspond aux "intérêts des enfants", lesquels "ne doivent pas être enfermés dans le seul horizon de leur famille", il faut leur permettre "de voir autre chose sans les rendre hostiles et étrangers à leur ancrage, à leur milieu d'origine". Quant à l'Etat, s'il ne peut se désintéresser de l'éducation, qui n'est pas "un domaine régalien", ce ne peut être que "dans le respect de la famille".

La seconde heure du débat organisé par ToutEducatif (avec PSL) entre Anne Coffinier et Philippe Meirieu le 13 février donnait la parole à la salle, mais d'abord à Marc Vannesson, délégué général du think tank Vers le Haut qui présente les principaux résultats de diverses enquêtes sur les attentes des Français vis à vis de leur école.

Leur degré de confiance vis à vis de l'institution scolaire est assez élevé, mais inférieur à celle qu'ils accordent aux hôpitaux, à l'armée, à la police. Un tiers d'entre eux ne lui fait pas confiance pour la transmission des savoirs de base, et ils sont encore plus nombreux à ne pas lui faire confiance pour lutter contre les inégalités ou transmettre des "compétences transversales" du type gérer ses émotions ou avoir confiance en soi, et moins encore quand il s'agit, au niveau lycée, de s'adapter aux spécificités des élèves. Ils souhaitent une école plus coopérative, davantage ouverte aux pédagogies alternatives, aux apports des neurosciences ou de la chronobiologie. Ils apprécieraient que soient organisés des "états généraux de l'école" et qu'une charte où seraient inscrites "les grandes finalités" du système éducatif soit adossée à la constitution.

Une première série de questions porte sur la place des pédagogies alternatives dans le système scolaire, sur la nécessité d'avoir une pensée complexe, sur le risque de fichage qui se développe dans le monde...

Pour Anne Coffinier, "on a besoin d'une variété des univers éducatifs" et il ne peut y avoir de réponse unique à ces questions. Certaines écoles doivent produire "des objecteurs de conscience", mais pas toutes les écoles. D'ailleurs Emile Combes, anticlérical, avait été séminariste, Voltaire élève des jésuites, "l'homme est libre", mais "il a besoin d'une nourriture nourrissante, structurée, ambitieuse".

Pour elle les écoles "indépendantes" ne doivent pas craindre d'être inspectées, elles doivent être "ouvertes aux observateurs", et les enseignants doivent de même ouvrir leurs classes à leurs collègues, "s'entraider entre pairs", comme en Finlande. Ceux-ci ne doivent pas renoncer au charisme, "il faut que les professeurs s'engagent dans l'acte éducatif", suscitent le désir d'apprendre chez leurs élèves. Anne Coffinier prend l'exemple de la Russie où les enseignants ont "une activité productive à côté", par exemple de création artistique, entraînent leurs élèves dans un processus créatif "qui n'est pas que dans l'école"...

Philippe Meirieu est d'accord sur bien des points, sans sous-estimer les lignes de clivage. Sur la place des pédagogies alternatives dans l'Education nationale, il répond à la salle qu'elles ne peuvent être imposées aux enseignants, avec leurs présupposés idéologiques, sans remettre en cause leur liberté pédagogique. Il reconnaît à Maria Montessori d'avoir été "l'une des premières à s'intéresser à l'attention", qui est aujourd'hui "une question sociétale majeure", mais il constate que, contrairement à Célestin Freinet, elle privilégie l'individualisme. Or, aujourd'hui, chaque parent souhaite que son enfant soit considéré "non pas seulement comme une personne singulière, mais comme une exception", ce qui suppose qu'on déroge pour lui aux règles communes, ce qui aboutit à la négation de l'idée même de règle commune.

Mais le pédagogue dénonce aussi "le caporalisme" qui prévaut dans l'école publique, "sa résistance à l'innovation" (même si toutes les innovations ne sont pas des progrès), "sa rigidité", son attachement à la forme scolaire héritée de Guizot et de Jean-Baptiste de La Salle. Dès lors, elle laisse aux écoles alternatives le soin de "réinterroger la forme scolaire". Au lieu d'être à elle-même son propre recours, elle invite les familles "qui ont des questions à lui poser à aller voir ailleurs", au risque de laisser se développer des "ghettos élitistes".

La deuxième série de questions met en évidence la question des moyens, ceux dont aurait besoin l'école publique comme ceux dont manquent les parents dont les enfants ne sont pas pris en considération. Une mère évoque le cas de sa fille qui, en maternelle, se trouve "dans un système qui ne lui convient pas", mais qui doit attendre la réponse de la MDPH. Si elle l'inscrit sans attendre dans une école Montessori, elle perd ses droits à une allocation "enfant handicapée". Une enseignante (de l'école publique) proteste contre l'idée que les écoles hors contrat constituent des ghettos élitistes alors qu'elles répondent aux besoins d'enfants dont le handicap n'est pas pris en compte par l'école publique.

Anne Coffinier dénonce une situation qui voit des parents en difficulté sanctionnés pour des raisons idéologiques, elle défend la liberté de choisir son établissement, et pour les enseignants de constituer de petites équipes unies par un projet commun. Elle associe l'enseignant fonctionnaire à l'idée, qui n'est pas "saine", de quelqu'un "qui exécute ce que la rue de Grenelle décide", au lieu d'être "libre et responsable", de "s'engager dans l'acte éducatif" comme on peut le faire avec "une profession indépendante".

Philippe Meirieu défend le statut de fonctionnaire comme ce qui, bien au contraire garantit la liberté pédagogique, mais constate qu'avec Anne Coffinier, "c'est l'Education nationale que nous accusons". C'est au sein de l'Education nationale qu'il faut trouver des solutions. Anne Coffinier défend les écoles indépendantes, "un stimulus dans une logique de complémentarité", Philippe Meirieu estime qu'il y a "des stimuli dans le service public".

La seconde heure du débat organisé par ToutEducatif (avec PSL) entre Anne Coffinier et Philippe Meirieu le 13 février donnait la parole à la salle, mais d'abord à Marc Vannesson, délégué général du think tank Vers le Haut qui présente les principaux résultats de diverses enquêtes sur les attentes des Français vis à vis de leur école.

Leur degré de confiance vis à vis de l'institution scolaire est assez élevé, mais inférieur à celle qu'ils accordent aux hôpitaux, à l'armée, à la police. Un tiers d'entre eux ne lui fait pas confiance pour la transmission des savoirs de base, et ils sont encore plus nombreux à ne pas lui faire confiance pour lutter contre les inégalités ou transmettre des "compétences transversales" du type gérer ses émotions ou avoir confiance en soi, et moins encore quand il s'agit, au niveau lycée, de s'adapter aux spécificités des élèves. Ils souhaitent une école plus coopérative, davantage ouverte aux pédagogies alternatives, aux apports des neurosciences ou de la chronobiologie. Ils apprécieraient que soient organisés des "états généraux de l'école" et qu'une charte où seraient inscrites "les grandes finalités" du système éducatif soit adossée à la constitution.

Une première série de questions porte sur la place des pédagogies alternatives dans le système scolaire, sur la nécessité d'avoir une pensée complexe, sur le risque de fichage qui se développe dans le monde...

Pour Anne Coffinier, "on a besoin d'une variété des univers éducatifs" et il ne peut y avoir de réponse unique à ces questions. Certaines écoles doivent produire "des objecteurs de conscience", mais pas toutes les écoles. D'ailleurs Emile Combes, anticlérical, avait été séminariste, Voltaire élève des jésuites, "l'homme est libre", mais "il a besoin d'une nourriture nourrissante, structurée, ambitieuse".

Pour elle les écoles "indépendantes" ne doivent pas craindre d'être inspectées, elles doivent être "ouvertes aux observateurs", et les enseignants doivent de même ouvrir leurs classes à leurs collègues, "s'entraider entre pairs", comme en Finlande. Ceux-ci ne doivent pas renoncer au charisme, "il faut que les professeurs s'engagent dans l'acte éducatif", suscitent le désir d'apprendre chez leurs élèves. Anne Coffinier prend l'exemple de la Russie où les enseignants ont "une activité productive à côté", par exemple de création artistique, entraînent leurs élèves dans un processus créatif "qui n'est pas que dans l'école"...

Philippe Meirieu est d'accord sur bien des points, sans sous-estimer les lignes de clivage. Sur la place des pédagogies alternatives dans l'Education nationale, il répond à la salle qu'elles ne peuvent être imposées aux enseignants, avec leurs présupposés idéologiques, sans remettre en cause leur liberté pédagogique. Il reconnaît à Maria Montessori d'avoir été "l'une des premières à s'intéresser à l'attention", qui est aujourd'hui "une question sociétale majeure", mais il constate que, contrairement à Célestin Freinet, elle privilégie l'individualisme. Or, aujourd'hui, chaque parent souhaite que son enfant soit considéré "non pas seulement comme une personne singulière, mais comme une exception", ce qui suppose qu'on déroge pour lui aux règles communes, ce qui aboutit à la négation de l'idée même de règle commune.

Mais le pédagogue dénonce aussi "le caporalisme" qui prévaut dans l'école publique, "sa résistance à l'innovation" (même si toutes les innovations ne sont pas des progrès), "sa rigidité",

son attachement à la forme scolaire héritée de Guizot et de Jean-Baptiste de La Salle. Dès lors, elle laisse aux écoles alternatives le soin de "réinterroger la forme scolaire". Au lieu d'être à elle-même son propre recours, elle invite les familles "qui ont des questions à lui poser à aller voir ailleurs", au risque de laisser se développer des "ghettos élitistes".

La deuxième série de questions met en évidence la question des moyens, ceux dont aurait besoin l'école publique comme ceux dont manquent les parents dont les enfants ne sont pas pris en considération. Une mère évoque le cas de sa fille qui, en maternelle, se trouve "dans un système qui ne lui convient pas", mais qui doit attendre la réponse de la MDPH. Si elle l'inscrit sans attendre dans une école Montessori, elle perd ses droits à une allocation "enfant handicapée". Une enseignante (de l'école publique) proteste contre l'idée que les écoles hors contrat constituent des ghettos élitistes alors qu'elles répondent aux besoins d'enfants dont le handicap n'est pas pris en compte par l'école publique.

Anne Coffinier dénonce une situation qui voit des parents en difficulté sanctionnés pour des raisons idéologiques, elle défend la liberté de choisir son établissement, et pour les enseignants de constituer de petites équipes unies par un projet commun. Elle associe l'enseignant fonctionnaire à l'idée, qui n'est pas "saine", de quelqu'un "qui exécute ce que la rue de Grenelle décide", au lieu d'être "libre et responsable", de "s'engager dans l'acte éducatif" comme on peut le faire avec "une profession indépendante".

Philippe Meirieu défend le statut de fonctionnaire comme ce qui, bien au contraire garantit la liberté pédagogique, mais constate qu'avec Anne Coffinier, "c'est l'Education nationale que nous accusons". C'est au sein de l'Education nationale qu'il faut trouver des solutions. Anne Coffinier défend les écoles indépendantes, "un stimulus dans une logique de complémentarité", Philippe Meirieu estime qu'il y a "des stimuli dans le service public".